

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## NOTICE DE SÉCURITÉ EXPOSANT Attestation à retourner à D.Ö.T

D.Ö.T / SALON EXPOPROTECTION 2018  
81 rue de Paris - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
Tel : +33(0)1 46 25 17 85 - Fax : +33 (0)1 46 05 76 48  
Email : sps@d-o-t.fr

Stand N°:.....

EXPOSANT .....

Représenté par le responsable du stand: Madame / Monsieur,.....

Coordonnées téléphoniques:..... Email.....

COORDONNÉES DU STANDISTE Nom: .....

Tel: ..... Email: .....

Déclare avoir pris connaissance du document relatif à la prévention des accidents du travail et à la protection de la santé concernant sa participation au salon EXPOPROTECTION 2018 et s'engage à s'y conformer sans réserve ni restriction.

### REEMPLIR OBLIGATOIREMENT UN DE CES DEUX CADRES

**SI VOTRE STAND EST :**

- Construit par l'Organisateur ou par vous-même ou par une seule entreprise sans sous-traitant

**Vous devez renvoyer cette attestation à la société D.Ö.T avant le 2/10/2018 et transmettre l'information de cette notice au prestataire mandaté par vos soins qui intervient, lors des périodes de montage et de démontage, sur votre stand.**

**OU**

**SI VOTRE STAND EST :**

- Construit par au moins deux entreprises indépendantes (sous traitants inclus).  Nombre

- Comporte une mezzanine

- Comporte des cloisons/décors d'une hauteur supérieure à 3 mètres

**Vous devez :**

- Renvoyer cette attestation à la société D.Ö.T avant le 15/09/2018 accompagnée d'une vue de votre stand

- **Missionner un Coordonnateur de SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ.**

Loi du 31/12/93 N° 93-1418 et Décret du 26/12/94 N° 94-1159

*Cette mission de coordination ne peut en aucun cas être conduite par vous-même ou votre standiste / bureau d'étude. Elle doit être assurée par un Coordonnateur de SPS possédant une attestation de compétence officielle.*

**Dans le respect de la législation en vigueur, le Coordonnateur SPS mandaté par l'Exposant a l'obligation d'envoyer à D.Ö.T le PGCSPS relatif au stand au minimum 30 jours avant le début du montage de la manifestation en y précisant ses dates et horaires de passages**

Vous avez désigné un Coordonnateur SPS – Nom : .....  
E-mail : ..... Numéro de téléphone : +33 (0). . . . .

Vous n'avez pas de Coordonnateur SPS.

Cachet commercial et signature

Lieu et date : .....

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## ATTENTION IMPORTANT

La législation en matière de Prévention des accidents du travail impose une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour tout chantier mettant en présence au moins deux entreprises ou travailleurs indépendants.

La Notice Exposant qui vous est communiquée définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur cette manifestation. Ce document a été établi à la demande de l'Organisateur du salon par le Coordonnateur Christophe MONNIER conformément aux prescriptions définies par les textes en vigueur et en particulier la Loi du:

**31.12.1993 N° 93-1418 et le Décret du 26.12.1994 N°94-1159  
Modifié et complété par le Décret n° 2003-68 du 24.01.2003**

**Il vous est donc demandé de l'étudier et d'appliquer les mesures réglementaires  
définies dans ce document.**

**Le présent Plan Général de Coordination ne peut se substituer  
aux dispositions du Code du Travail.**

**Il ne diminue en rien les responsabilités et les devoirs des entreprises intervenant sur le site.**

Pour le salon EXPOPROTECTION 2018, cette mission de coordination est assurée par la société REED EXPOSITIONS par l'intermédiaire d'un Coordonnateur délégué entouré par une équipe d'experts qui constituent la cellule de sécurité du salon EXPOPROTECTION 2018.

**Ce document est un  
Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé  
destiné à l'Exposant, ses fournisseurs et sous-traitants,**

**Fondé sur les principes généraux de prévention, à savoir :**

- **Éviter les risques,**
- **Évaluer les risques** qui ne peuvent pas être évités,
- **Combattre les risques** à la source,
- **Tenir compte** de l'état d'évolution de la technique,
- **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas** ou par ce qui est moins dangereux,
- **Planifier la prévention** en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail et les conditions de travail,
- **Prendre des mesures de protections collectives** en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

**L'Exposant a le devoir et l'obligation légale de:**

**1°) RETOURNER L'ATTESTATION DE NOTICE DE SÉCURITÉ (Page 1)**

Et l'envoyer par courrier, fax ou email à la société:

**DÖT - SALON EXPOPROTECTION 2018  
81 rue de Paris  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
Tel : +33 (0)1 46 05 17 85 - Fax : +33 (0)1 46 05 76 48  
Email : sps@d-o-t.fr**

**2°) TRANSMETTRE L'INFORMATION DE CETTE NOTICE À TOUS LES PRESTATAIRES  
MANDATÉS PAR SES SOINS QUI INTERVIENNENT, LORS DES PÉRIODES DE MONTAGE ET  
DE DÉMONTAGE, SUR SON STAND.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## OBLIGATOIRE

Durant les périodes de montage et de démontage, l'accès au pavillon d'exposition sera autorisé uniquement aux personnes intervenant lors de ces périodes.

**Rappel de l'obligation de protections** Cf. Chapitre VIII.3. de ce document.

Il est rappelé que le port des chaussures de sécurité (coquilles + semelles anti-perforation) est **obligatoire** pour toute personne pénétrant sur le site du salon pendant ces périodes.

Le port du casque est **obligatoire** pour tous les nacellistes et pour toute tâche présentant un risque.  
(Art. R 4412-70 du Code du Travail)

Pour être acceptés dans le pavillon, les appareils de coupe ou de ponçage, électriques fixes ou portatifs, devront obligatoirement être équipés d'un système de récupération de poussière.

## DATES DE MONTAGE ET DÉMONTAGE DE LA MANIFESTATION

### EXPOSANTS STANDS NUS

PAVILLON	MONTAGE	DÉMONTAGE
1	Du 2 au 3 novembre 2018 de 8h à 20h Du 4 au 5 novembre 2018 de 8h à 21h	Le 8 novembre 2018 de 18h à 24h Le 9 novembre 2018 de 0h à 21h

### EXPOSANTS STANDS EQUIPÉS

PAVILLON	MONTAGE	DÉMONTAGE
1	Le 4 novembre 2018 de 14h à 21h Le 5 novembre 2018 de 8h à 21h	Le 8 novembre 2018 de 18h à 24h

Le dernier jour du montage, aucun engin motorisé ne sera accepté dans le pavillon (sauf dérogation exceptionnelle de l'Organisateur).  
Lors du démontage le 8/11/2018, les engins motorisés ne pourront intervenir qu'à partir de 19h dans le pavillon.

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## SOMMAIRE

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	VII. CONTRÔLE D'ACCÈS
II. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	VIII. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DE CHAQUE INTERVENANT
III. ORGANISATION GÉNÉRALE DU SALON	IX. RÈGLES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION
IV. CONDITIONS DE MANUTENTION	X. SÉCURITÉ INCENDIE
V. NETTOYAGE	XI. ORGANISATION DES SECOURS
VI. INSTALLATIONS DISPONIBLES AU MONTAGE ET AU DÉMONTAGE	XII. LE PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

### I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

#### I.1. DÉFINITION

La Notice de Sécurité en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit et élaboré par le Coordonnateur qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différentes entreprises lors du montage et du démontage du salon EXPOPROTECTION 2018.

Elle doit être communiquée à tous les Exposants qui doivent la transmettre à leur standiste / fournisseurs (quand ils en ont). Elle leur permet d'informer toutes les entreprises intervenantes des mesures spéciales à appliquer en matière de sécurité du travail.

#### I.2. COMPOSITION

La Notice de Sécurité comprend une attestation.

Le Règlement de Sécurité du site, la Notice Sécurité Incendie, et le Guide Technique du salon sont disponibles auprès de l'Organisateur.

#### I.3. DÉFINITION DE L'ENTREPRISE

Est considérée comme entreprise, toute société prestataire de l'Exposant chargée de réaliser les infrastructures du stand.

L'Exposant est responsable de ses propres fournisseurs prestataires et sous-traitants.

Les entreprises, ainsi que leurs fournisseurs et sous-traitants, sont responsables de leurs propres employés et des moyens qui leur sont fournis pour travailler dans les meilleures conditions.

Le chef d'entreprise reste responsable de la sécurité de ses employés et est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour éviter et maîtriser les risques.

Les tribunaux sanctionnent lourdement les atteintes à la santé ou à la sécurité des salariés. La responsabilité civile et/ou pénale des chefs d'entreprise peut être engagée.

Les entreprises déclarent avoir pris connaissance des textes cités dans le présent document, ainsi que des conditions générales d'organisation du salon déposés chez l'Organisateur.

#### **Par ailleurs, les entreprises sont censées avoir:**

**a)** Pris note des plans et documents utiles à la réalisation de leurs interventions, des dossiers techniques de la manifestation, et pris connaissance des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

**b)** Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendues compte de leur importance et de leurs particularités.

**c)** Procédé à une visite détaillée des lieux et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des interventions, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier en cours.

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## II. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### II.1. LES INTERVENANTS

#### II.1.1. ORGANISATION GÉNÉRALE

La société REED EXPOSITIONS assure le commissariat général du salon EXPOPROTECTION 2018.

ORGANISATEUR / MAÎTRE D'OUVRAGE	COMMISSAIRE DU SALON
<b>REED EXPOSITIONS FRANCE</b> 52-54 quai de Dion Bouton 92800 PUTEAUX CS 80001 Cedex Tel : +33 (0)1 47 56 50 00	<b>Monsieur Jean-François SOL DOURDIN</b>
RESPONSABLE TECHNIQUE & LOGISTIQUE	Contact(s) recevant les demandes des exposants
<b>Monsieur Julien ALGOUD</b> Tel : +33 (0)1 47 56 24 28 Email : <a href="mailto:julien.algoud@reedexpo.fr">julien.algoud@reedexpo.fr</a>	<b>Madame Caroline MEZARD</b> Tel : +33 (0)1 47 56 50 07 Email : <a href="mailto:caroline.mezard@reedexpo.fr">caroline.mezard@reedexpo.fr</a>
ASSURANCE Respons.civile / Dom. aux biens	MAIRIE
<b>Cabinet STADLER Mickael</b> 35 avenue du Maréchal Foch 78400 CHATOU Tel : +33 (0)1 30 15 65 20	<b>MAIRIE DU XV<sup>ème</sup> Arrondissement</b> 31 rue Peclet 75015 PARIS Tel : +33 (0)1 55 76 75 15

#### II.1.2. COORDINATION SPS / SÉCURITÉ INCENDIE

COORDONNATEUR SPS	CHARGÉ DE SÉCURITÉ
<b>D.Ö.T</b> 81 rue de Paris 92100 BOULOGNE BILLANCOURT Tel : +33 (0)1 46 05 17 85 – Fax : +33 (0)1 46 05 76 48 Email : <a href="mailto:sps@d-o-t.fr">sps@d-o-t.fr</a>	<b>Cabinet RAILLARD</b> 10 rue Frédéric Passy 92200 NEUILLY SUR SEINE Tel/ Fax : +33 (0)1 47 22 72 18 Portable : +33 (0)6 07 91 37 72 Email : <a href="mailto:cabinet.raillard@icloud.com">cabinet.raillard@icloud.com</a>
<b>Le chargé de sécurité sera présent sur le site au montage</b> <b>La date de passage de la commission de sécurité n'est pas définie.</b>	
IGNIFUGATION	
<b>Groupelement NON FEU</b> 37-39 rue de Neuilly BP 249 92113 CLICHY Tel : +33 (0)1 47 56 31 48	<b>Groupelement Technique Français de l'ignifugation</b> 10 rue du Débarcadère 75017 PARIS Tel : +33 (0)1 40 55 13 13
EXPERT EN SOLIDITÉ DES OUVRAGES	
<b>SOCOTEC</b> Centre d'Affaires Paris Nord Le Continental – BP 306 93153 LE BLANC MESNIL Cedex Tel : +33 (0)1 48 65 42 37 – Fax : +33 (0)1 45 91 19 63	<b>ICE – M. Hani KURDI</b> 67 route d'Orléans 45270 QUIERS SUR BEZONDE Tel : +33 (0)2 38 61 65 30 Mobile : +33 (0)6 29 89 29 76

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## II.2. DÉFINITION DES ZONES D'INTERVENTION

PARC	PAVILLON
<b>VIPARIS – Porte de Versailles</b> 1 Place de la Porte de Versailles 75015 PARIS Accueil : Tel : +33 (0)1 40 68 22 22 Service Exposants : Tel : +33 (0)1 40 68 16 16	<b>1</b>

## II.3. LES INSTITUTIONNELS

INSPECTION DU TRAVAIL	CRAMIF
Madame Dominique DABNEY - Section 15 A 46-52 rue Albert 75640 PARIS Cedex 13 Tel : +33 (0)1 40 45 36 50	Service des Risques Professionnels 17/19 avenue de Flandre 75954 PARIS Cedex 19 Tel : +33(0)1 40 05 38 16
O.P.P.B.T.P.	GLOSSAIRE
1 rue Heyrault 92660 BOULOGNE Cedex Tel : +33 (0)1 40 31 64 00	<b>CRAMIF</b> : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France <b>OPPBTP</b> : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

## II.4. SERVICES DE SECOURS

### SUR LE SITE DU SALON :

POSTE DE SECOURS	POSTE CENTRAL DE SURVEILLANCE
Poste de secours présent sur site. Coordonnées affichées aux portes d'accès du pavillon	Tel : + 33 (0)1 72 72 18 18
	SÉCURITÉ INCENDIE
	Tel : + 33 (0)1 72 72 15 32

### HORS SITE :

POMPIERS	POLICE SECOURS / COMMISSARIAT
6 place Violet 75015 PARIS Tel : 18 ou 112 (mobile) ou +33 (0)1 45 78 74 52	250 rue de Vaugirard 75015 PARIS Tel : 17 ou +33 (0)1 53 68 81 00
SAMU	HÔPITAL LE PLUS PROCHE
149 rue de Sèvres 75015 PARIS Tel : 15 ou +33 (0)1 45 67 50 50	Hôpital Georges Pompidou 20 rue Leblanc 75015 PARIS Tel : +33 (0)1 56 09 20 00

## III. ORGANISATION GÉNÉRALE DU SALON

### III.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SALON

Cf. Guide de l'Exposant.

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## III.2. CALENDRIER D'UTILISATION DU PAVILLON

Ouverture au public :

DATES & HORAIRES
Du 6 au 7 novembre 2018 de 9h à 18h
Le 8 novembre 2018 de 9h à 17h

## III.3. PRESTATIONS DIVERSES

Cf. Guide Technique de l'Exposant.

## III.4. SERVITUDE DU SITE

### III.4.1. CIRCULATION À L'INTÉRIEUR DU PARC

L'occupation temporaire de ce domaine implique de se plier aux normes et conditions (horaires d'accès, stationnement, vitesse etc...) définies par les réglementations en vigueur dans cette enceinte et ses alentours. Ces textes réglementaires peuvent être consultés, ainsi que le cahier des charges du site, auprès de l'Organisateur.

Une gestion du stationnement (et de sa durée), de la circulation (séparée entre les piétons et les machines avec un marquage au sol) et des accès des véhicules de livraison, sera mise en place autour du pavillon et dans le Parc par l'Organisation.

**Tout véhicule même stationné doit pouvoir être identifié.  
Les véhicules particuliers ne doivent pas stationner aux abords du pavillon.**

### III.4.2. CIRCULATION À L'INTÉRIEUR DU PAVILLON

**Aucun véhicule de livraison ou particulier ne sera admis dans le pavillon, pendant les périodes de montage et de démontage, sans une autorisation d'accès de l'Organisateur.**

**Les moyens de transport de personnes (motorisés ou non) tels que scooter, vélo, patinette, rollers, véhicules électriques, etc... sont interdits dans le pavillon.**

Des plans comportant les allées de circulation, la position et les coordonnées des secours, l'emplacement des sanitaires ouverts, les horaires d'accès des engins, les zones de stockage seront affichés aux entrées.

**La circulation (des hommes et des engins de levage) autour des stands doit pouvoir se faire à tout moment lors du montage et du démontage.**

**Les allées de sécurité définies sur le plan général du salon devront être respectées et laissées libres de tout matériel et emballage.**

**Aucun stockage ou stationnement ne pourra se faire sur les axes de circulation définis sur le plan du pavillon .**

#### RESPECTER : EN INTÉRIEUR

- Les voies pompier et les axes rouges
- Les zones de stockage
- L'environnement en utilisant des engins non polluants

#### RESPECTER : EN EXTÉRIEUR

- Les voies et accès pompiers
- Les aires de stationnement
- Les aires de déchargement
- Les portes d'accès

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## IV. CONDITIONS DE MANUTENTION

### IV.1. GÉNÉRALITÉS

La circulation des engins présente des risques et il est nécessaire de les limiter au maximum par une gestion et une répartition rigoureuse du matériel.

Il est demandé aux sociétés référencées par l'Exposant de mettre en place les moyens d'identification des engins et des hommes (stickers, chasubles, etc...).

Les appareils de levage et de manutention doivent répondre aux prescriptions de la réglementation en vigueur. Ils doivent être conservés en bon état de marche et satisfaire aux visites périodiques conformément à l'Article R 4535-7 du Code du Travail.

Les pièces suivantes doivent être disponibles sur site (Article L 4711-1 du Code du Travail):

- Une attestation d'assurance en cours de validité.
- Un certificat de conformité (rapport de vérification des appareils de levage) en cours de validité.

Les transpalettes ne doivent pas être surchargés. Il y a lieu de tenir compte du centre de gravité de la charge ainsi que de l'état du terrain afin éviter le basculement de celle-ci.

**Il est interdit de monter sur des engins non prévus pour le transport de personnes.**

Il convient d'accorder la priorité à la manutention mécanique et de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles (Article R 4541-3 du Code du Travail).

Toutefois, lorsque celle-ci ne peut être évitée, l'employeur doit prendre des mesures d'organisation appropriées ou mettre à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération (aides mécaniques, moyens de préhension).

Il conviendra de réduire le poids des charges, et d'aménager le poste de travail afin de réaliser les manutentions dans les meilleures conditions (espaces de travail, réduction des distances de déplacement des charges...).

Il conviendra de former les salariés aux risques liés aux manutentions manuelles.

Lors de la manutention, la charge ne doit pas pouvoir se désolidariser.

Pour la manipulation de panneaux en verre, il est recommandé d'utiliser des ventouses. De même, pour la manutention de feuilles de contreplaqué, il est recommandé d'utiliser des pinces de manutention ou porte panneaux.

Les contenants des charges en vrac destinés à être accrochés à un équipement de travail servant au levage doivent être aptes à résister aux efforts subis pendant le chargement, le transport, la manutention et le stockage de la charge et à s'opposer à l'écroulement intempestif de tout ou partie de celle-ci au cours des mêmes opérations.

**L'utilisation de sangles pour fixer les charges en vrac sur les fourches des chariots élévateurs est obligatoire.**

### IV.2. UTILISATION D'ENGINS À MOTEUR

**Les chauffeurs doivent être âgés d'au moins 18 ans, être titulaires de l'autorisation de conduite délivrée par l'employeur ainsi que du CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité) et du Certificat Médical Spécial d'Aptitude.**

**Ces documents doivent être disponibles sur site en cas de contrôle. Les utilisateurs de ces engins doivent respecter les prescriptions du constructeur. Pas de transport de passager, pas d'élévation de personne si l'engin n'est pas prévu pour, UTILISATION D'ENGINS NON POLLUANT, adaptés aux tâches, aux lieux, aux charges et à la configuration du terrain.**

**La limitation de vitesse doit être respectée pour tout déplacement à l'extérieur du pavillon. Elle doit être réduite et adaptée à l'intérieur du pavillon.**



# SALON EXPOPROTECTION 2018

## IV.3. RÈGLES DE LEVAGE

Les appareils de levage ne peuvent servir qu'à des opérations de transport et de levage de matériels et matériaux.

Le levage et le transport de personnel ne doivent être envisagés qu'au moyen d'appareils spécifiquement conçus à cet effet.

**En cas d'utilisation de grue, une demande particulière doit être faite auprès de l'Organisateur.**

Cette demande doit préciser le lieu d'intervention de la grue et les contraintes techniques d'utilisation et d'implantation. Ces contraintes doivent apparaître dans le PPSPS de l'entreprise.

**La zone d'évolution de la grue devra être sécurisée par un balisage.**

Le certificat de conformité du matériel de levage et de ses accessoires doit être disponible pour vérification.

L'entretien et le fonctionnement de chacun des engins de levage sont impérativement et exclusivement assurés par l'entreprise qui fournit le matériel. Ce matériel est sous l'entière responsabilité de celle-ci.

Quels que soient les moyens de levage utilisés, les utilisateurs doivent veiller à **ne pas travailler en superposition et prendre toutes les dispositions de sécurité nécessaires** (interdiction de stationner et circuler sous la charge).

**La circulation des engins de manutention avec les charges levées est interdite, sauf en présence d'un chef de manœuvre qui signalera au public présent le passage de celles-ci.**

Les indications de charge maximale de chaque sangle doivent être respectées.

Les opérations de montage et levage seront exécutées conformément aux articles R 4534-95 à 102 du Code du Travail.

### RAPPEL : IL EST INTERDIT

- De conduire un chariot à conducteur porté sans être titulaire d'une autorisation de conduite.
- De laisser conduire son chariot par une personne non autorisée.
- De lever une charge supérieure à la capacité de l'appareil.
- D'augmenter la valeur du contrepoids des chariots.
- De lever une charge mal équilibrée.
- De lever une charge avec un seul bras de fourche.
- De circuler avec une charge haute.
- De freiner brusquement.
- De prendre les virages à vitesse élevée.
- De ne pas respecter les panneaux de signalisation.
- D'emprunter des circuits de circulation autres que ceux qui sont établis.
- De transporter des personnes sur des chariots non spécialement aménagés à cet effet.
- De laisser tourner le moteur en l'absence du conducteur.
- D'élever des personnes avec des chariots non spécialement conçus à cet effet.
- D'abandonner son chariot dans les allées de circulation ou sur une pente.
- De laisser la clef de contact sur le chariot en l'absence du conducteur.
- De stationner ou de passer sous une fourche en position haute, même non chargée.
- De fumer à proximité d'une batterie en charge ou pendant un remplissage en carburant des chariots thermiques.
- De déposer des pièces métalliques sur les batteries d'accumulateurs.

## IV.4. STOCKAGE

**Le stockage des matériaux est fait impérativement sur les allées (ou parties d'allées) réservées à cette fin, dans l'enceinte du chantier ou dans les zones de stockage lorsqu'elles sont prévues.**

À cet effet, des plans de circulation seront affichés aux accès du pavillon. Les horaires et les restrictions d'utilisation y seront précisés.

**Il est demandé à l'ensemble des intervenants de respecter scrupuleusement ces plans.**

À la fin du montage, le stockage des racks, palettes etc... ne peut se faire à l'intérieur du salon et dans les zones situées derrière les bardages (sauf autorisation de l'Organisateur).

Le stationnement des engins ne pourra se faire, pendant la période de montage / démontage, dans les allées de circulation mais dans une zone de stockage déterminée avec les responsables techniques de l'Organisateur.

Les sociétés participant à la réalisation du stand (et leurs sous-traitants) géreront, par une planification, l'arrivée de leurs matériels et matériaux, leur répartition, ainsi que le départ des vides afin qu'ils n'interfèrent à aucun moment avec la circulation des engins et des hommes dans les allées.

Pendant la période d'ouverture au public, aucun engin ne sera admis dans l'enceinte du pavillon.

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## V. NETTOYAGE

L'entretien du chantier doit être assuré en permanence afin d'éviter tous les risques que pourrait engendrer l'encombrement du stand et ses abords par des déchets.

**Les sociétés exposantes sont responsables du nettoyage de leur emplacement et de l'évacuation des gravats et déchets de toutes sortes.** Elles devront prévoir la réservation et l'enlèvement des bennes si nécessaire et géreront leur remplissage. Il est de la responsabilité de chaque intervenant, soit de bâcher les bennes, soit de lester les gravats pour empêcher tout envol de ceux-ci.

**Il est rappelé qu'aucun travailleur ne doit monter dans une benne ou un wagonnet.**

Lors du démontage, l'enlèvement des différents éléments de décoration du stand ne devra pas gêner la circulation des hommes et des engins dans les allées entourant le stand.

## VI. INSTALLATIONS DISPONIBLES PENDANT LE MONTAGE ET LE DÉMONTAGE

### **VI.1. SANITAIRES**

Afin de faciliter l'organisation générale du montage et du démontage, et afin d'améliorer les conditions de travail, l'Organisateur fait ouvrir, par le Parc, des installations sanitaires communes supplémentaires dans le pavillon de l'exposition du premier jour de montage jusqu'à la fin du démontage. Un service de maintenance assurera la propreté des locaux.

**Les sanitaires ouverts seront indiqués sur les plans affichés aux portes d'entrées du pavillon.**

### **VI.2. VESTIAIRES / RÉFECTOIRE**

L'entreprise est chargée de mettre à la disposition de son personnel des locaux vestiaires (si nécessaire), en application des textes légaux en vigueur consultables auprès de l'Organisateur.

Il n'y a pas de réfectoire prévu pour la restauration.

### **VI.3. TÉLÉPHONE SUR SITE**

Chaque entreprise met à la disposition de ses personnels, un poste de téléphone accessible pendant les heures d'ouverture du chantier.

### **VI.4. HÉBERGEMENT**

L'entreprise est responsable de l'hébergement de son personnel en dehors du site.

## VII. CONTRÔLE D'ACCÈS

**L'accès au site du salon n'est possible que pour les personnes et les véhicules munis d'une autorisation ou badge fourni par l'Organisateur.**

À cet effet des badges sont distribués pour chaque intervenant de la manifestation.

Des panneaux d'interdiction d'accès au public rappelant les règles essentielles de sécurité à suivre sur le site, seront apposés aux portes du pavillon.

**Ces accès seront gardiennés. Les visites du chantier par des personnes autres que les intervenants autorisés (enfants, amis, famille, animaux de compagnie...) sont strictement interdites.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## VIII. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DE CHAQUE INTERVENANT

### VIII.1. PERSONNEL INTERVENANT

#### VIII.1.1. APTITUDE MÉDICALE

L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier doit être reconnu APTE médicalement et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de la profession, ainsi que celles exigées par la Médecine du Travail. Ces fiches d'aptitudes doivent être disponibles sur le site.

#### VIII.1.2. FORMATION À LA SÉCURITÉ

L'entreprise doit, conformément à la réglementation en vigueur, et sous sa propre responsabilité, s'assurer que tout ouvrier arrivant sur les lieux a suivi une formation à la sécurité (présentation des risques particuliers, des conditions de circulation extérieure et intérieure au site, de la sécurité applicable lors de l'exécution des travaux, des consignes de sécurité particulières, explication du mode opératoire, suivi des mesures de prévention qui ont été définies pour chaque tâche dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé).

### VIII.2. REGISTRES

#### VIII.2.1. REGISTRES RÉGLEMENTAIRES

L'entreprise doit détenir sur le site les documents et registres obligatoires légaux qui peuvent être réclamés par les services de contrôle administratifs.

Tout employeur établi hors de France qui prévoit d'effectuer une prestation de service sur le territoire français doit transmettre avant le début de son intervention en France une DÉCLARATION PRÉALABLE DE DÉTACHEMENT de ses salariés à l'inspection du travail du lieu de réalisation de sa prestation.

Accès au portail de télédéclaration : [www.sipsi.travail.gouv.fr](http://www.sipsi.travail.gouv.fr)

#### VIII.2.2. VISITES D'INSPECTION COMMUNE

Lors de leur arrivée sur le lieu de montage / démontage, les sociétés n'étant jamais intervenues sur le site doivent effectuer une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur de Sécurité de leur stand. Une fiche de visite sera établie par celui-ci et signée par chaque responsable d'entreprise.

Les mesures de protection et de sécurité sont définies avec les responsables de chantier et le Coordonnateur de Sécurité du stand en référence avec le PGCSPPS établi par celui-ci tenant compte du PGCSPPS de la manifestation en fonction de l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de la visite.

### VIII.3. PROTECTIONS

Il est rappelé aux intervenants de donner la **priorité aux protections COLLECTIVES** sur les protections INDIVIDUELLES, chaque fois que ceci est possible techniquement.

#### VIII.3.1. PROTECTIONS COLLECTIVES

**Définition:** Moyens de protection normalisés mis en place par une entreprise (barrières, filets, planchers, bardages, gardes corps...), destinés à assurer la sécurité collective des personnels travaillant en hauteur ou sur un étage pendant le montage et le démontage.

# SALON EXPOPROTECTION 2018

**Cette protection collective doit être rigide, composée d'une lisse, sous lisse et plinthe fixée de manière sûre et sa mise en place doit avoir lieu par l'extérieur, avec des moyens adaptés, avant toute intervention en étage ou en hauteur lors du montage. Elle ne pourra être retirée qu'à la fin de la mise en place des protections définitives ou d'un cloisonnement.**

**Les escaliers doivent être montés en priorité et sécurisés par des garde corps ou équipés de la rambarde définitive dès qu'ils sont mis en place.**

**Les trémies doivent être protégées (obturées ou par garde corps).**

**Les recettes à matériaux doivent être sécurisées.**

**Il est rappelé que les structures de mezzanines ou d'éléments de décoration hauts doivent être conçus pour recevoir ces protections.**

**Lors du démontage l'ensemble de ces protections devra être réinstallé.**

**Les protections collectives sont à décrire par chaque entreprise dans leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé respectif.**



**L'entreprise ayant en charge le montage et le démontage d'une mezzanine devra mettre en place, pour la recette à matériaux, un système assurant à tout moment la protection collective des personnes travaillant sur la mezzanine.**

L'entreprise veillera au maintien des protections collectives et sera tenue pour responsable en cas d'intervention dans des zones non préparées et non protégées. Elle doit intervenir immédiatement à toute demande directe du Coordonnateur du stand pour remettre en état ou compléter ces protections.

**Art. R 4323-65: Les dispositifs de protection collective doivent être conçus et installés de manière à éviter leur interruption aux points d'accès aux postes de travail, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Toutefois lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures doivent être prises pour assurer une sécurité équivalente.**

En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, la société exposante fera mettre en place ces protections collectives par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

**L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge de la société défaillante.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## VIII.3.2. PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Lorsque des dispositifs de protections collective ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen de système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre. Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement, un travailleur ne doit jamais rester seul.

**Les entreprises devant intervenir durant les périodes de montage e t de démontage doivent fournir, entre autre, à leur personnel les Equipements de Protections Individuels (EPI) suivants:**

- Vêtements de travail,
- Gants adaptés au travail,
- Casques de sécurité conformes à la norme,
- Chaussures de sécurité (coquilles + semelles anti-perforation),
- Harnais de sécurité conforme aux normes lorsque les dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre (Art R 4223-61 du Code du Travail),
- Masque de soudure et lunettes de protection lors des travaux de soudure, d'ébarbage ou de meulage.

Le respect de ces dispositions, l'entretien et la bonne tenue de ces matériels sont sous la responsabilité de chaque entreprise.

**Le port des chaussures de sécurité (coquilles + semelles anti-perforation) est obligatoire pour toute personne pénétrant sur le site du salon pendant les périodes de montage et de démontage.**

**Le port du casque est obligatoire pour tous les nacellistes et pour toute tâche présentant un risque.**

## IX. RÈGLES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION

### IX.1. DÉCORS

Les décors doivent, autant que possible, arriver sur le site déjà préconstruits pour y être assemblés afin de limiter au maximum les opérations de fabrication sur place et les risques qui en découlent. Ils seront conçus pour être démontés proprement et sans risques.

**Il est strictement interdit de « souffler » les panneaux et cloisons lors du démontage.**

### IX.2. TRAVAUX EN HAUTEUR

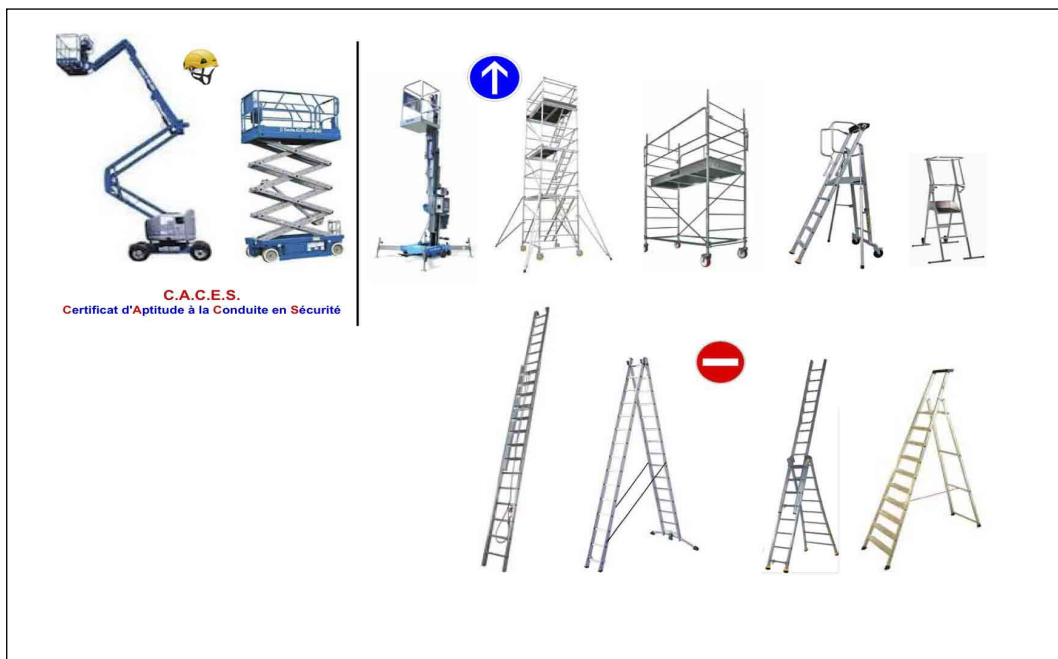
**Décret n°2004-924 du 01.09.2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et intégrant dans le Code du Travail des nouvelles dispositions. (Articles R 4323-58 à R 4323-90)**

**Les équipements devront être terminés et réceptionnés avant toute intervention d'une autre entreprise.**

**Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. (Article R 4323-63 du Code du Travail)**

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif (Article R 4323-63 du Code du Travail).

# SALON EXPOPROTECTION 2018



**Les entreprises peuvent travailler en hauteur à partir d'échafaudages ou de plateformes mobiles.**

Les échafaudages doivent être montés par un personnel habilité, en respectant les directives ou notices du fabricant, les plateformes à la bonne hauteur, **les gardes corps et les jambages de stabilité en place selon les règles en vigueur.**

**Art. R 4323-77: Les échafaudages doivent être munis sur les côtés extérieurs de dispositifs de protection collective tels que prévus à l'alinéa 2 de l'Article R 4323-59.**

**L'échafaudage avant utilisation doit toujours être de niveau.**

**Les roues des échafaudages mobiles doivent être bloquées lors de leurs utilisations.**

**Aucun travailleur ne doit demeurer sur un échafaudage roulant lors de son déplacement.**

Pour le montage d'échafaudages, gradins, etc..., les entreprises doivent, impérativement, équiper leur personnel de harnais de sécurité et de casques, en plus des chaussures de sécurité et des gants. Elles doivent s'assurer que l'utilisation de ces E.P.I. par leur personnel soit effective.

**Ces équipements devront comporter au fur et à mesure du montage des paliers et des moyens d'accès aux niveaux supérieurs sécurisés par des protections collectives.**

**Les restrictions légales concernant les travaux en hauteur doivent être respectées.**

## **IX.3. MESURES PRISES EN MATIÈRE DE CO-ACTIVITÉ**

**Les entreprises fourniront un planning détaillé de montage et de démontage dans leur PPSPS.**

**Toute intervention qui créerait une situation de superposition de tâches doit être résolue par un déphasage dans le temps, ou des dispositions de protection particulières.**

Dans le cadre du calendrier des travaux de montage et de démontage, les entreprises agissant sur un même emplacement doivent prendre toutes mesures adaptées de protections particulières pour prévenir les risques superposés. Particulièrement lors de la pose et la dépose des ponts, de la signalétique, des réglages - lumières des relevés altimétriques et montage / démontage de gros matériel.

**L'Exposant ou son Maître d'œuvre devra mettre en place une planification des travaux prenant en compte un ordre chronologique de montage afin d'éviter la superposition des tâches et d'effectuer celles-ci à l'aide de moyens adaptés.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

Ces moyens pourront être communs à plusieurs intervenants ou entreprises intervenantes. **En cas de mutualisation des moyens matériels (échafaudage, chariot élévateur, nacelle..) une convention de prêt et de mise à disposition devra être établie entre les parties avant utilisation.**

Cet ordre chronologique sera de la même manière adapté au démontage.

**Les zones extérieures de travail doivent être balisées ou barrières afin d'éviter leur accès aux personnes étrangères au montage. Les clôtures ou barrières doivent dans tous les cas être stabilisées de manière à ne pas se renverser en cas de coup de vent ou de heurt d'un véhicule.**

## IX.4. BRANCHEMENT DE CHANTIER / ÉCLAIRAGE

### IX.4.1. RÉGLEMENTATION

Les installations électriques du stand seront réalisées selon la réglementation française en vigueur.

Le personnel intervenant sur les installations électriques aura reçu une formation et doit posséder un titre d'habilitation dans le cadre de la publication UTE C 18510.

En outre, il est fait obligation aux entreprises qui utilisent l'installation de signaler immédiatement aux responsables de Parc des Expositions toute défectuosité ou dégradation constatée.

**Les trappes techniques du pavillon devront être correctement fermées ou protégées en cas d'ouverture momentanée afin d'éviter tout risque de chute de personne.**

L'installation électrique de chantier doit être contrôlée par un organisme agréé avant toute mise en service. Le procès-verbal de ce contrôle doit être à disposition et conservé sur le site, pendant toute la durée du montage et du démontage.

Afin d'éviter les risques d'électrocution, de détérioration des câbles électriques, et de multiplication des raccordements sur une même ligne, **les branchements "sauvages" sur les prises existantes dans le pavillon ne sont pas tolérés.**

L'ensemble des câbles de chantier, les prolongateurs et rallonges électriques doivent être en bon état et conformes aux normes en vigueur.

**Des coffrets électriques de chantier sont disponibles auprès du Parc.**

### IX.4.2. ÉCLAIRAGE

L'éclairage général des zones de travail sera conforme aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le Décret N° 83.721 du 2 août 1983 et repris dans le Code du Travail sous les Articles R 4223-1 à 12.

**Les niveaux d'éclairement doivent être au moins de 120 Lux pour les zones de travail et de 60 Lux pour les zones de circulation.**

**Lors du montage et du démontage de décors pouvant occulter la lumière du pavillon (toiture, vélum, plafond tendu, mezzanine), un éclairage provisoire doit être mis en place.**

## IX.5. PRÉVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

### IX.5.1. MATIÈRES DANGEREUSES

L'entreprise devant utiliser des produits dangereux doit impérativement transmettre au Coordonnateur de Sécurité, ainsi qu'au Chargé de Sécurité Incendie, les fiches de données de sécurité **et mettre en place les mesures de protection précisées sur la fiche.**

**Il est précisé aux entreprises que les colles, résines, peintures et produits utilisés doivent être exempts de solvant, d'éther, de glycol, sans odeur et antiallergiques.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

## IX.5.2. NUISANCES DUES AU BRUIT

L'utilisation d'engins ou de matériels bruyants doit respecter strictement la réglementation en vigueur.

Tous les moyens et dispositions nécessaires seront mis en œuvre (capotage, écran, silencieux etc...) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.

## IX.6 RÈGLES D'UTILISATION DES OUTILLAGES FIXES OU ÉLECTROPORTATIFS

Afin d'éviter les émissions de poussières, de fumées ou d'émanations nocives lors de l'utilisation d'outillages fixes ou électroportatifs (scies, ponceuses, chalumeaux, postes à souder, etc...), des moyens de protection efficaces devront être mis en place (centrale d'aspiration, masques, lunettes...).

**Seules les disqueuses à eau seront utilisables pour la découpe de carrelages, pierres...**

**Pour être acceptés sur le site, les outillages de coupe ou de ponçage électriques, fixes ou électroportatifs, doivent être munis d'un système d'aspiration ou de récupération des poussières.  
(Art. R 4412-70 du Code du Travail)**



Ils doivent être aux normes (CE), en bon état, munis de leurs carters de protection. **Ils ne seront, en aucun cas, disposés dans les allées de circulation.** L'alimentation devra être coupée lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

## IX.7. TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS

Tout recours aux travaux par point chaud (disquage, meulage ou soudage) doit être organisé par l'intervenant dans le cadre de la procédure « **PERMIS FEU** » **demandé aux responsables du site.**

### IX.7.1. MATIÈRES OU PRODUITS INFLAMMABLES OU EXPLOSIFS

**Les bouteilles de gaz** sous pression doivent être protégées contre les chocs, les chutes, la chaleur et aucune personne non autorisée ne doit pouvoir y accéder.

**Il est interdit de conserver ou de stocker les bouteilles pleines ou vides dans le pavillon.**

### IX.7.2. MOYENS D'EXTINCTION

#### **Moyens communs:**

La disposition des stands ne doit pas condamner l'accès aux moyens de secours et de lutte contre l'incendie, tels que Robinets d'Incendie Armés (RIA), postes téléphoniques d'urgence, trappes à fumées, extincteurs. Tous ces appareils doivent rester en permanence visibles et entièrement dégagés.

#### **Moyens spécifiques à chaque intervenant:**

Chaque intervenant prévoit dans son PPSPS les moyens de prévention adaptés à son activité et à son environnement de travail.

Le cas échéant, l'intervenant renforce par des moyens spécifiques, les moyens d'extinction communs.

- Extincteur Eau pulvérisée avec additif (cas général).
- Extincteur CO2 (dans ou à proximité directe des locaux électriques).



# SALON EXPOPROTECTION 2018

## X. SÉCURITÉ INCENDIE

Les règles de sécurité incendie sont déposées chez l'Organisateur et disponibles dans le Guide de l'Exposant.

La Commission Officielle de Sécurité est très stricte en ce qui concerne la réalisation des ouvrages (matériaux de construction et de décoration, solidité et stabilité des structures, planchers, moyens de secours, installations électriques, etc...).

Les décisions prises par elle lors de sa visite sont immédiatement exécutoires.

Une visite de sécurité est effectuée dans les installations par la Commission Officielle de Sécurité ou le Chargé de Sécurité ERP. Durant cette visite, il est demandé au représentant qualifié de l'exposant d'être présent sur son emplacement. L'Exposant s'engage à respecter les consignes de l'expert en sécurité des personnes, ainsi que celles de l'expert en sécurité incendie et du Coordonnateur de Sécurité.

Lors du passage de cette Commission, l'installation des stands doit être terminée.

L'Exposant (ou son représentant) doit obligatoirement être présent sur le stand et être en mesure de fournir les procès-verbaux de réaction au feu, établis par un laboratoire agréé, de tous les matériaux utilisés ainsi que les rapports de contrôle des installations électriques, de solidité des structures etc....

Le non-respect de ces règles peut entraîner la dépose des matériaux ou l'interdiction d'ouverture du stand aux visiteurs.

## XI. ORGANISATION DES SECOURS

### XI.1. MOYENS DE SECOURS DES ENTREPRISES

L'entreprise doit tenir à disposition sur le site une trousse à pharmacie. Les coordonnées des secours de première intervention du salon sont indiquées sur les plans du pavillon.

Les sauveteurs - secouristes (SST) présents au sein de chaque entreprise sur le site dispenseront les premiers soins en cas d'accident. **(1 secouriste obligatoire pour 10 employés.)**

Ils doivent porter un pictogramme d'identification. Leurs noms seront indiqués dans le PPSPS.

**En cas d'accident précisez :**

- Le pavillon
- Le nom du stand
- L'allée et le N° du stand
- Le nombre de personnes impliquées et la nature des blessures

### XI.2. ORGANISATION COLLECTIVE DU SALON

**POSTE DE SECOURS : Coordonnées affichées aux portes d'accès des pavillons**

**POSTE CENTRAL DE SURVEILLANCE : +33 (0)1 72 72 18 18**

**POMPIERS : +33 (0)1 72 72 15 32**

**LES NUMÉROS D'URGENCE SONT AFFICHÉS AU COMMISSARIAT TECHNIQUE.**

## XII. LE PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

La rédaction de ce document doit être réalisée obligatoirement par tous les prestataires de l'Exposant:

- Dans un délai préalable de 30 jours avant toute intervention pour les contrats principaux.
- Dans un délai de 8 jours pour les tâches ou travaux de courte durée et/ou de second œuvre.

**Ce document doit être fourni obligatoirement par tous les prestataires de l'Exposant au donneur d'ordre et au Coordonnateur Sécurité du stand le cas échéant avant toute intervention sur le montage.**

# SALON EXPOPROTECTION 2018

Il analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs présents sur le chantier.

## **XII.1. L'EXPOSANT**

Un exemplaire de la Notice de Sécurité, établie par le Coordonnateur de Sécurité du salon, sera remis par la société exposante à ses prestataires ou au Coordonnateur de Sécurité missionné pour son stand. Ce document traite des mesures d'organisation générale retenues et qui sont de nature à avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

## **XII.2. COMMUNICATION DU DOCUMENT**

Le Coordonnateur de Sécurité du stand est tenu de communiquer à toute entreprise intervenant sur le site (à leur demande) les noms et adresses des autres entreprises contractantes ainsi que leur P.P.S.P.S.

## **XII.3. DISPONIBILITÉ DU P.P.S.P.S.**

Un exemplaire du P.P.S.P.S. doit être disponible en permanence sur place pour consultation par les entreprises concernées.